

Entretien avec Périco Lagasse.

Article rédigé par *Alexandre Devecchio*, le 31 août 2016

[Source : La Faute A Rousseau]

Un accord a été trouvé entre Lactalis et les producteurs de lait. Mais Périco Légasse démontre dans cet entretien que la situation n'est pas viable. Les éleveurs sont devenus les serfs d'un système agro-alimentaire devenu à la fois féodal et mondialisé [*Figarovox* 30.08]. De telles féodalités d'argent, mondialisées, concourent en effet à la destruction de nos mœurs et traditions et nous trouvons que Périco Légasse a bien raison. On peut en débattre ... *LFAR*

Un accord a été trouvé mardi sur le prix du lait entre les organisations de producteurs et le géant Lactalis. Il fixe le prix de la tonne de lait à « 290 euros en moyenne », a précisé Sébastien Amand, vice-président de l'Organisation de producteurs Normandie Centre. Cet accord résout-il la crise du lait ou est-il un pis-aller ?

Ramenons les chiffres à des entités compréhensibles pour le grand public. 290€ la tonne, soit 1000 litres, cela correspond à 29 centimes d'euro du litre de lait. La négociation est partie de 25 centimes du litre, pour monter à 26 puis à 28 centimes. A ce prix là, ça bloquait encore. Un centime de plus ne compensera en rien le manque à gagner des éleveurs, dont le seuil à partir duquel ils commencent à «vivre» est de 39 centimes du litre. A 29, c'est un accord syndical lié à des enjeux politiques. A moins de 32 centimes le litre de lait, les éleveurs les plus en difficulté ne peuvent pas s'en sortir. Il faut dire aussi que la FNSEA a longtemps soutenu le système intensif en expliquant aux éleveurs que produire beaucoup à moindre prix leur ouvrirait le marché mondial. On déplore aujourd'hui plusieurs pendaisons par mois de producteurs ruinés ou désespérés. Il est clair que quelqu'un leur a menti. Espérons que cet accord soit le début d'une vraie harmonisation de la production laitière permettant à chacun de trouver son compte. Disons que c'est un premier pas.

Comme vous l'expliquez dans votre dernier article publié dans *Marianne*, Lactalis payait le litre de lait 25 centimes d'euro aux éleveurs, soit 14 centimes au-dessous de son prix de revient. Comment en est-on arrivé là? Qui fixe les prix ?

Toute la tragédie est dans le mécanisme économique d'un système où c'est le client qui fixe le prix à son fournisseur et ne le paye qu'après avoir vendu la marchandise. Il paraît que nous sommes en économie libérale... Une situation même pas imaginable aux pires périodes de l'Union Soviétique. Qui fixe les prix ? En réalité la grande distribution, qui exige des tarifs chaque jour plus bas pour conquérir des parts de marché sur ses concurrents. Que ce mécanisme engendre un chaos retentissant lui importe peu. Les industriels sont obligés de s'aligner pour conserver leur référencement et imposent eux mêmes une tarification intenable à leurs fournisseurs, en l'occurrence les producteurs laitiers. A chaque échelon la même formule : tu cèdes ou tu dégages. Pour ne pas perdre le marché, transformateurs et producteurs finissent par plier. Au détriment de quoi ? De la qualité, de l'environnement, de la santé du consommateur et du bien être de l'agriculteur. Jusqu'au jour où ils ne peuvent plus tenir et là, ça craque. Et puis il y a le sacro-saint prétexte de la

mondialisation, et des parts de marché à conquérir dans des échanges globalisés, avec la bénédiction de Bruxelles, qui a réussi à transformer le principe de « préférence communautaire », base du Marché commun de 1956, en hérésie subversive et anti-libérale. Ici décide la part de marché globalisée ! On voit le résultat, et pas qu'en agriculture. Ainsi la messe est-elle dite. Donc, gentil producteur, ou tu t'alignes sur les tarifs que je t'impose et tu crèves ; ou je vais chercher mon lait en Nouvelle- Zélande et tu crèves quand même. Ceux qui ont vu leurs confrères pendus au bout d'une corde en laissant une famille et une exploitation dans le désastre ont de bonnes raisons de manifester leur indignation et de s'insurger.

Le consommateur n'a t-il pas aussi un rôle à jouer dans son comportement alimentaire ?

En effet, et c'est le troisième paramètre. On explique depuis 40 ans au consommateur qu'il doit consacrer le moins de temps et le moins d'argent possible à son alimentation en lui proposant, à grands renforts de campagnes publicitaires, du bas de gamme à moindre prix. La bouteille de lait frais qu'il faut aller chercher une fois par semaine a été évacuée du réfrigérateur au profit de la brique en carton de lait stérilisé UHT à longue conservation que l'on peut acheter par pacs de 12 et stocker sous l'escalier. C'est tellement fatigant d'aller chercher son lait, et son pain. Donc, on prend tout en grande surface pour le mois. Quelle honte ! Et pour faire quoi de mieux ? Le pain et le lait sont sacrés, on peut quand même faire cet effort minimum. Il ne s'agit pas de prendre son bidon en aluminium et d'aller acheter son lait cru à la ferme, cette époque est révolue (même s'il subsiste ici et là quelques héros), il s'agit de préférer du lait frais vendu sous une marque industrielle que l'on trouve dans la grande distribution. Bien que frais, et non UHT (Ultra Haute température, terrifiant procédé thermique qui aseptise tout pour donner un liquide gris clair et insipide), ce lait n'en est pas moins pasteurisé et peut se conserver sans aucun risque une semaine au frigo. Il coûte entre 0,76€ et 1,20€ du litre selon son origine, c'est quand même pas la ruine ! Même si l'on interpelle à juste titre Emmanuel Besnier, Michel-Edouard Leclerc et Xavier Beulin (président de la Fnsea qui a été obligé de prendre le train de la révolte en marche sous la pression de sa base mais qui incarne le dogme agissant d'une agriculture industrielle) sur l'état dans lequel se trouve nos paysans, il convient aussi d'interpeller le citoyen consommateur sur les responsabilités qui sont les siennes au moment d'accomplir son acte d'achat. En France, il a le choix et l'information, donc, s'il le peut et le décide, les moyens d'agir dans le bon sens.

Lactalis est le numéro 1 mondial du marché du lait. Ce type de multinationale est-il désormais incontournable dans le secteur agro-alimentaire ?

Les anciens se souviennent d'André Besnier, qui parcourait les routes de la Mayenne en carriole pour ramasser les fromages. C'était dans les années 1930. Lui succédant en 1955, son fils Michel a donné sa nouvelle dimension à l'empire Besnier, en rachetant une à une des laiteries dans le grand Ouest. Michel Besnier était un tempérament, personnage sans concession, que l'on avait connu au début avec sa camionnette H Citroën et qui finira comme premier industriel du lait en Europe. Défenseur acharné des fromages au lait cru et des appellations d'origine, il en a sauvé quelques unes, notamment le roquefort. Jusqu'au jour où tout a basculé. De producteurs de fromages et laitages, les Besnier sont devenus des financiers de la globalisation, conservant quelques racines pour la vitrine, comme les camemberts Jort et Moulin de Carel, au demeurant excellents, et consacrant le reste de leur énergie à transformer le lait en parts de marché. Président, Bridel, Lactel, les marques se sont mises à fleurir, Salakis, Galbani, elles sont 56 à travers le monde. En 1999, le groupe Besnier devient Lactalis (ça fait plus consortium), grosse multinationale qui ne va cesser de croître. Michel Besnier décède en 2000 et c'est son fils Emmanuel, né en 1970, qui prend les rennes. Avec un chiffre d'affaires de 17 milliards d'euros, assorti d'un résultat net de 10,5%, cela en fait le premier groupe mondial et la 13e fortune de France, avec un patrimoine familial de 8,6 milliards d'euros. Non, cette vision du monde n'est pas inéluctable, et ne constitue en aucun cas l'avenir de notre agriculture, car si, pour maintenir ses profits, on est contraint de payer 25 centimes du litre de lait aux éleveurs français pour préserver des parts de marché qui, au final, ne profitent pas à la France, alors Lactalis ne peut être considéré comme un partenaire mais comme un adversaire de notre économie. Je le dis avec un profond respect pour les 15 000 salariés français de cette société qui sont fiers pour beaucoup d'en faire partie. Mais ils ne sont pas seuls dans

l'univers du lait. Et le jour où il n'y aura plus d'éleveurs, ce pays sera mort. En aucun cas la part de marché ne doit passer avant l'homme, surtout si cet homme est le garant d'une valeur, d'un patrimoine, d'un environnement et d'une façon de vivre.

Existe-t-il un seuil d'acceptabilité ?

Par principe, le gigantisme conduit aux excès, car la dimension humaine devient dérisoire et obsolète dans des mécanismes planétaires. La seule chose qui compte, c'est le résultat. Financier pour les uns, humain pour les autres. Cette économie d'échelle grandit-elle l'humanité et protège-t-elle la planète ? Il semble bien que non. Beaucoup de multinationales de l'agro-alimentaire commencent à le comprendre. Echapper à la logique satanique de la baisse des prix pour préserver la ressource planétaire et le potentiel humain, là est l'essentiel. Richard Girardot, PDG de Nestlé-France, et Georges Plassat, PDG de Carrefour, l'ont clairement et courageusement signifié lors d'entretiens accordés au Figaro en 2015. Pour moi le modèle d'avenir n'est pas celui de Lactalis, qui fabrique 250 000 camemberts Président par jour dans son usine de Villedieu les Poêles, avec deux salariés aux manettes, en payant 25 centimes du litre de lait, mais La Société Fromagère de la Brie, à Saint-Siméon, en Seine-et-Marne, qui emploie 70 salariés et paye 40 centimes du litre de lait aux éleveurs. Deux logiques divergentes, avec le même objectif, vendre du fromage. Ce qui les distingue ? L'une est devenue une banque dont la seule finalité est le profit financier, l'autre est restée une fromagerie. L'une nous conduit à la saturation de la ressource, l'autre nous permet d'envisager un avenir durable et rationnel. Mais pour cela il faut absolument que les modes de consommation évoluent et cela relève d'une prise de conscience citoyenne.

Stéphane Le Foll, le ministre de l'Agriculture, a reconnu qu'il n'avait jamais rencontré Emmanuel Besnier, le PDG de Lactalis et qu'il n'avait même pas son portable. Est-ce le symptôme d'une mondialisation devenue folle qui laisse les politiques totalement impuissants ?

Je me réjouis que Stéphane Le Foll, pour lequel j'ai la plus grande estime en ce sens qu'il est le meilleur ministre de l'Agriculture de l'histoire, et je pèse mes mots, n'ait pas le portable d'Emmanuel Besnier. D'ailleurs le ministre a un répertoire de numéros de portable beaucoup trop chargé et cela lui pourrit la vie. L'aveu du ministre disant qu'il ne peut rien faire est la réalité de notre système économique. C'est triste, mais c'est comme ça. En France, qu'on le déplore ou l'on s'en félicite, les prix ne sont plus fixés par le gouvernement et toutes les majorités parlementaires, avec le soutien actif de la FNSEA, ont accepté, dès 2003, la fin des quotas laitiers, la mesure la plus intelligente jamais prise dans l'Union Européenne. Produire en fonction de ce dont on a besoin pour réguler le marché et la demande tout en garantissant un revenu minimum aux éleveurs, c'était tout simplement génial. Un peu interventionniste, certes, mais tellement efficace. Mais l'école Barroso et la méthode Junker ont sévi. Rendons à Stéphane Le Foll ces outils-là et vous verrez qu'il nous fera des miracles. D'aucuns avaient annoncé le drame à partir de 2015. D'autres le démentait avec conviction: on allait ouvrir le monde aux producteurs de lait enfin libérés des contraintes étatiques d'une Europe enfermée sur elle-même. Et vive le libre-échange globalisé, et vive la mondialisation heureuse! Pour l'heure, les seuls qui se soient enrichis sur ce secteur sont les exportateurs de lait en poudre industriel vers la Chine, les fabricants de yaourts néo-zélandais et les marchands de corde à nœuds ...

Peut-on aller jusqu'à parler d'une reféodalisation du monde ?

Mais le monde est re-féodalisé. Et comme il faut ! Que sont Goldman Sachs et Lehman Brothers sinon des féodaux de la finance mondiale? Quand ils échouent au poker boursier après avoir fixé leurs conditions aux Etats, qui taille-t-on ? Mais le bon peuple, c'est-à-dire le contribuable. Que sont les cinq centrales de grande distribution en France qui se partagent 90% du marché de la consommation sinon des nouveaux féodaux qui imposent leurs tarifs ? Que se passe-t-il quand le serf, c'est à dire le fournisseur, se rebiffe ? Eh bien il est « déréférencé », c'est-à-dire exclu des rayonnages. Aujourd'hui le procédé est plus vicieux : « Désolé, à cause de vos anciens tarifs le système informatique vous a classé *code 4* et les commandes ont été annulées. Nous réparerons cela à la prochaine négociation... ». Que sont les firmes de la vente de l'eau, de l'électricité et du téléphone sinon les nouveaux féodaux du grand système de tuyauterie générale ? Allez dire au répondeur

automatique que vous ne voulez taper ni 1, ni 2, ni 3 mais que vous refusez la énième augmentation directement prélevée sur votre compte bancaire. Eh bien on vous coupe le robinet sans préavis. Ne reste que l'application du droit de cuissage...

Face à un tel rouleau compresseur, quelles solutions: boycott, circuits courts, protectionnisme ?

Le boycott est une arme très efficace dans les cas extrêmes. Sans doute ce risque a-t-il pesé pour beaucoup dans la négociation de Laval. S'il y a la jacquerie du croquant, il peut aussi y avoir la révolte du consommateur. Pour ce qui est de la tragédie agricole que notre pays traverse avec sa dose de misères et de souffrances, il serait heureux que les décisions soient prises au niveau de chaque Etat par des gouvernants libérés de contraintes communautaires inadaptées. Il y en avait une de bonne et on l'a tuée. Les gouvernements doivent être garants de l'autosuffisance alimentaire du pays avec priorité à la production nationale, puis communautaire. L'initiative « Produire en France » lancée par Yves Jégo et Arnaud Montebourg est en ce sens exemplaire. Il faut évidemment une protection taxée contre les concurrences déloyales de produits importés qui ruinent notre économie et détruisent nos emplois. On nous dit, gare aux représailles ! Faisons le bilan chaque fois que le cas se présente et il y aura des surprises. Il faut une information parfaite sur les produits alimentaires, avec origine et mode de fabrication. Stéphane Le Foll, encore lui, a réussi une prouesse en imposant la traçabilité sur les plats et produits transformés après le scandale des lasagnes au cheval. Malgré l'hostilité de Bruxelles, le ministre a tenu tête et la mesure sera effective à partir du 1er janvier 2017. Comme quoi, quand un homme politique déterminé se dote des moyens adéquats il parvient à ses fins... Et puis, surtout, il faut éduquer le consommateur, cela a été dit cent fois, depuis l'école, et là nous allons interpeler tous les candidats à la présidentielle sur leur programme. Faire en sorte que le client de demain soit avisé et informé afin qu'il se nourrisse en toute connaissance de cause. Enfin, mobiliser les citoyens dans le sens d'une consommation durable et responsable favorisant les produits français. Le plus grand mensonge du jour est que bien se nourrir coûte cher. C'est faux. Archi faux. La malbouffe ruine et tue, tout le reste est hypothèse. En tout cas ce qui peuvent revoir leurs mœurs alimentaires en ce sens sont des millions en France. A eux d'agir, de dire stop. Payer 1,20 € un litre de lait pour sauver un paysan, protéger un patrimoine et préserver un environnement ce n'est pas cher. Manger c'est voter, alors à table citoyens !